

## **COMMUNIQUE DE PRESSE NR.19**

### **POSITION DES FDLR FACE A L'ACCORD CONCLU A PRETORIA ENTRE LE GOUVERNEMENT RWANDAIS ET LE GOUVERNEMENT CONGOLAIS**

Les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) ont toujours soutenu toute initiative visant à trouver une solution durable et négociée aux problèmes congolais et rwandais. Fidèles à cette logique de paix, les FDLR restent opposées à toute manœuvre dilatoire destinée à contourner leurs revendications légitimes comme c'est le cas avec l'accord de Pretoria conclu le 23 juillet 2002 entre le Gouvernement congolais et le Gouvernement rwandais et qui prévoit le désarmement et rapatriement forcé des combattants des FDLR.

En effet, les FDLR ont accepté volontairement d'arrêter les combats, de démobiliser et de désarmer une partie de leurs combattants regroupés à Kamina. Elles ont même détruit leurs armes à Kinshasa le 30 avril 2002, devant la délégation du Conseil de Sécurité de l'ONU et des représentants du Gouvernement congolais; tout cela pour accompagner le processus de paix en RDC. Elles ont créé une alliance avec des partis d'obédience tutsi avec la signature de la Charte de Bad Honnef le 27 mars 2002, pour œuvrer à une réconciliation nationale vraie et durable après tant de malheurs qui ont endeuillé le Rwanda depuis 1990.

Par toutes ces initiatives audacieuses, les FDLR ont donné leur vraie identité et prouvé au Gouvernement congolais et à la Communauté Internationale qu'elles restent un partenaire incontournable dans la résolution des problèmes rwandais et congolais. Elles ont posé clairement leurs revendications légitimes et qui doivent être honorées pour arriver à une paix durable au Congo, au Rwanda et même dans toute la région des Grands Lacs.

Les FDLR sont opposées à l'accord conclu à Pretoria et à toute autre manœuvre du genre aussi longtemps que le Gouvernement de Kigali n'aura pas accepté de :

- Arrêter les massacres des populations hutues et congolaises et retirer ses troupes de la RDC et du Burundi sans condition ;
- Accepter le dialogue inter-Rwandais et mettre un terme à la diabolisation et l'anéantissement des opposants par le génocide devenu aujourd'hui un fonds de commerce et un outil d'exclusion et d'extermination des Hutu opposés aux visées hégémoniques du régime du FPR ;
- Instaurer un Etat de droits en reconnaissant l'opposition interne et externe et en mettant un terme aux multiples violations des droits de l'homme et aux visées hégémoniques du Président Kagame ;
- Favoriser la réconciliation nationale en mettant en place une justice équitable au lieu des simulacres de justices que sont les tribunaux Gacaca ;
- Traduire en justice tous les criminels se trouvant au sein du FPR et permettre au TPIR de faire son travail au lieu d'être un tribunal du vainqueur sur le vaincu ;
- Libérer les milliers de Rwandais qui pourrissent sans dossiers dans les prisons mouroirs du pays et arrêter les listes interminables des présumés génocidaires.

Le Gouvernement congolais doit, pour sa part, se convaincre que le désarmement forcé et le rapatriement involontaire des FDLR, loin d'être une solution au problème congolais, donne, au contraire au Général Kagame un alibi pour renforcer ses positions en RDC et parachever son plan de pillage et d'expansion dans la sous-région. L'armée rwandaise peut aussi simuler le retrait et revêtir l'uniforme du RCD-Goma, son protégé de toujours.

Avant de signer l'accord de Pretoria, le Président Kabila devrait d'abord demander à son homologue rwandais ce qu'il a fait des combattants hutus désarmés en Mai dernier. Il apprendra sans doute que ces combattants sont venus renforcer les rangs des troupes de Kagame en RDC et que le Colonel BEMERA Pierre, un EX-FAR, qui était à leur tête, est aujourd'hui à la tête d'un des bataillons qui massacrent les Banyamulenge dans les plateaux de MINEMBWE.

Le Président congolais doit également savoir que poser comme condition au retrait des troupes du FPR, le désarmement et le rapatriement forcé des FDLR est un alibi sans fondement car les FDLR sont également présents à l'intérieur du Rwanda et dans d'autres pays du globe et le Gouvernement rwandais ne se presse pas pour les rapatrier. Le Président de la RDC doit enfin se rappeler que nous avons combattu aux côtés de l'armée congolaise sur l'invitation du Gouvernement de la RDC, que nous avons accepté volontairement de déposer les armes.

Fait à Vienne, le 30 juillet 2002  
Alexis Nshimyimana  
Porte-Parole des FDLR.